

— les autorités publiques et organismes qui, en vertu de l'article 8 de la loi du 8 août 1983, ont eux-mêmes obtenu l'autorisation d'utiliser le numéro et qui agissent dans l'exercice de leurs compétences légales et réglementaires.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 5. La liste des fonctionnaires désignés conformément aux articles 1er, alinéa 3, et 3, avec la mention de leur grade et de leur fonction, est dressée annuellement et transmise suivant la même périodicité à la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 6. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 juin 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

— de openbare overheden en instellingen die ingevolge artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 zelf machtiging hebben verkregen om het nummer te gebruiken en die optreden in de uitoefening van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 5. De lijst van de overeenkomstig de artikelen 1, derde lid, en 3, aangewezen ambtenaren wordt, met vermelding van hun graad en van hun ambt, jaarlijks opgesteld en volgens dezelfde periodiciteit aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer gezonden.

Art. 6. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 juni 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

F. 93 — 2335

Arrêté royal autorisant l'administration de l'Hygiène du département de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la Culture du Ministère de la Communauté flamande à accéder aux informations et à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à autoriser l'administration de l'Hygiène du département de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la Culture du Ministère de la Communauté flamande à accéder aux informations et à utiliser le numéro d'identification du Registre national.

Le fondement légal de l'arrêté est constitué par les articles 5, alinéa 1^{er}, et 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, telle qu'elle a été modifiée ultérieurement.

L'administration de l'Hygiène est chargée de la tenue à jour du fichier du personnel infirmier, soignant et paramédical. Ce fichier contient pour chaque élève qui suit une telle formation les informations suivantes :

- nom et prénoms;
 - sexe;
 - lieu et date de naissance;
 - adresse;
 - nature de la formation suivie;
 - année scolaire;
 - justification de l'admission à ces études;
 - école où cette formation est suivie;
 - le certificat de qualification, brevet ou diplôme obtenu;
 - le numéro d'inscription attribué et la date à laquelle le visa a été donné par le membre de l'Exécutif flamand qui a la Santé publique dans ses compétences.
- Au terme de leurs études, les élèves demeurent dans le fichier.

Si l'administration de l'Hygiène peut faire usage des informations du Registre national dès le début de l'enregistrement, il en résultera un appréciable gain de temps. Les informations erronées pourront également être recherchées.

Après la fin des études de l'élève, il sera possible de tenir le fichier à jour étant donné que les changements d'adresse sont communiqués via le Registre national.

Par utilisation du numéro d'identification, la tenue à jour du fichier sera encore simplifiée.

L'avis de la Commission de la protection de la vie privée, émis le 9 octobre 1992, est favorable au texte proposé.

N. 93 — 2335

Koninklijk besluit tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens en van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen in hoofde van de administratie Gezondheidszorg van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit, waarvan wij de eer hebben het aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen strekt ertoe de administratie Gezondheidszorg van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap toegang tot de informatiegegevens en gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister te verlenen.

De rechtsgrond van het besluit wordt gevormd door de artikelen 5, eerste lid, en 8 van de wet van 8 augustus 1983, zoals later gewijzigd.

De administratie Gezondheidszorg is belast met het bijhouden van het bestand van verpleegkundigen, verzorgenden en paramedici. Dit bestand bevat voor iedere leerling die een dergelijke opleiding volgt de volgende gegevens :

- naam en voornamen;
- geslacht;
- geboorteplaats en -datum;
- adres;
- aard van de gevolgde opleiding;
- schooljaar;
- verrechtvaardiging van de toelating tot deze studiën;
- school waar deze opleiding wordt gevolgd;
- het behaalde kwalificatiegetuigschrift, brevet of diploma;
- het inschrijvingsnummer dat werd toegekend en de datum waarop het visum werd verstrekt door het lid van de Vlaamse Executieve, bevoegd voor Volksgezondheid.

Na het beëindigen van hun studies blijven de leerlingen in het bestand opgenomen.

Indien de administratie Gezondheidszorg, van bij de start van de registratie, gebruik kan maken van de informatiegegevens van het Rijksregister, zal dit een aanzienlijke tijdswinst betekenen. Ook zullen foutieve gegevens opgespoord kunnen worden.

Na het afstuderen van de leerling zal het mogelijk zijn het bestand up-to-date te houden doordat adreswijzigingen worden medegedeeld via het Rijksregister.

Door het gebruik van het identificatienummer zal het bijhouden van het bestand nog vereenvoudigd worden.

Het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, uitgebracht op 9 oktober 1992, is gunstig voor het onderhavige besluit.

Le Conseil d'Etat a rendu son avis le 27 janvier 1993. L'arrêté tient compte des observations formulées par ce Collège.

Tant la Commission de la protection de la vie privée que le Conseil d'Etat insistent pour que le Gouvernement vérifie, pour chacune des informations mentionnées à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983, si l'accès est vraiment nécessaire à l'autorité concernée pour qu'elle puisse remplir ses missions légales.

A cet égard, il y a lieu de préciser que les informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o (nom et prénoms), 2^o (lieu et date de naissance), 3^o (sexe), 4^o (nationalité), 5^o (résidence principale) et 6^o (lieu et date du décès), sont les informations minimales nécessaires pour constituer un dossier relatif à une personne physique.

Enfin, il convient de signaler que l'accès à l'information concernant la profession (7^o) est en l'occurrence nécessaire parce qu'il permet de vérifier si le membre du personnel infirmier, soignant ou paramédical concerné exerce encore sa profession, ou si au contraire, il a entretemps opté pour une autre activité professionnelle. L'accès à l'information relative à l'état civil (8^o) n'est pas demandé. La composition du ménage (9^o) peut donner une indication sur la disponibilité de la personne concernée sur le marché de l'emploi. Les personnes inscrites dans le fichier peuvent également être réquisitionnées en cas de situations d'urgence (par exemple : guerre, troubles, catastrophes ou grèves de longue durée). Dans ce contexte, il peut également être utile de connaître la composition du ménage.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Intérieur,

L. TOBBACK

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 22 décembre 1992, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « autorisant l'administration de l'Hygiène du département de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la Culture du Ministère de la Communauté flamande, à accéder aux informations et à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques », a donné le 27 janvier 1993 l'avis suivant :

Observations générales :

1. Les arrêtés royaux autorisant l'utilisation du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques sont, en règle générale, précédés d'un rapport au Roi, publié au *Moniteur belge* en même temps que l'avis que donne obligatoirement la Commission de la protection de la vie privée, sur lesdits arrêtés, en vertu de l'article 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

La sauvegarde de la sécurité juridique suppose que cet usage soit également suivi dans le cas présent, afin qu'apparaissent clairement le fondement légal, au sens large, et la ratio legis de l'autorisation d'accès et d'utilisation du numéro d'identification prévue par l'arrêté, ainsi que la suite réservée aux observations de la Commission ou du Conseil d'Etat, que le texte originel de l'arrêté en projet soit adapté conformément aux avis émis ou ne soit pas modifié, parce que les auteurs du projet entendent donner au texte initial, une interprétation rendant inopérantes les réserves formulées, ou encore parce qu'ils estiment que des motifs de droit et de fait légalement admissibles justifient que les avis ne soient pas suivis. Sans ces éclaircissements, la publication de l'avis de la Commission, qui est obligatoire en vertu de la loi, pourrait donner lieu à des difficultés d'interprétation.

2. En tant qu'il autorise l'accès au Registre national, l'arrêté royal en projet trouve son fondement légal dans l'article 5 de la loi du 8 août 1983, qui prévoit que le Roi autorise l'accès au Registre

De Raad van State bracht zijn advies uit op 27 januari 1993. Het besluit houdt rekening met de door de Raad geformuleerde opmerkingen.

Zowel de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer als de Raad van State dringen er op aan dat de regering voor ieder van de in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 vermelde informatiegegevens zou nagaan of de toegang wel degelijk noodzakelijk is opdat de betrokken overheid haar wettelijke taken zou kunnen vervullen.

Hierbij kan gepreciseerd worden dat de gegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1^o (naam en voornamen), 2^o (geboorteplaats en -datum), 3^o (geslacht), 4^o (nationaliteit), 5^o (hoofdverblijfplaats) en 6^o (plaats en datum van overlijden) de gegevens zijn die minimaal noodzakelijk zijn om een dossier betreffende een natuurlijke persoon samen te stellen.

Verder kan gesteld worden dat de toegang tot het informatiegegeven betreffende het beroep (7^o) in dit geval uiteraard noodzakelijk is, omdat dit toelaat na te gaan of de betrokken verpleegkundige, verzorgende of paramedicus zijn beroep nog steeds uitoefent, of integendeel ondertussen op een andere beroepsactiviteit is overgeschakeld. De toegang tot de gegevens betreffende de burgerlijke staat (8^o) wordt niet gevraagd. De samenstelling van het gezin (9^o) kan een indicatie geven over de beschikbaarheid voor de arbeidsmarkt. De personen die in het bestand ingeschreven zijn kunnen ook opgevoerd worden in noodsituaties (bijvoorbeeld oorlog, oproer, rampen, of langdurige stakingen). In dit verband kan het eveneens nuttig zijn de samenstelling van het gezin te kennen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBBACK

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 december 1992 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens en tot het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen in hoofde van de administratie Gezondheidszorg van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap », heeft op 27 januari 1993 het volgend advies gegeven :

Algemene opmerkingen :

1. De koninklijke besluiten tot regeling van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen worden over het algemeen voorafgegaan door een verslag aan de Koning, dat in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt samen met het advies dat de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer omtrent die besluiten moet uitbrengen krachtens artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Teneinde de rechtszekerheid te waarborgen is het aangewezen in het onderhavige geval niet af te stappen van deze gewoonte, opdat de rechtsgrond, in de ruime zin, duidelijk tot uiting komt, alsook de ratio legis van de in het besluit bedoelde regeling inzake de toegang tot en het gebruik van het identificatienummer, en ook het gevolg dat is gegeven aan de opmerkingen van de Commissie of van de Raad van State, ongeacht of de oorspronkelijke tekst van het ontworpen besluit aangepast wordt overeenkomstig de uitgebrachte adviezen dan wel niet wordt gewijzigd, omdat de stellers van het ontwerp aan de oorspronkelijke tekst een uitlegging wensen te geven waardoor de geuite bezwaren doelloos worden, of nog omdat zij van oordeel zijn dat wettelijk aanvaardbare rechtsgronden en feitelijke gronden rechtvaardigen dat de adviezen niet worden gevolgd. Zonder die toelichtingen kan de krachtens de wet verplichte bekendmaking van het advies van de Commissie aanleiding geven tot interpretatieproblemen.

2. Doordat het ontworpen koninklijk besluit de toegang tot het Rijksregister regelt, ontleent het zijn rechtsgrond aan artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983, naar luid waarvan de Koning aan

national à certaines catégories de personnes, « pour les informations qu'(elles) sont habilité(es) à connaître en vertu d'une loi ou d'un décret ».

Pour la détermination des informations que ces autorités sont habilitées à connaître, on peut considérer qu'une telle habilitation, si elle n'est pas exprimée en termes exprès, peut s'induire des missions dont ces autorités sont chargées par la loi ou par un décret ou en vertu de la loi ou d'un décret.

Si on peut admettre ainsi une habilitation indirecte à connaître des informations par l'attribution d'une mission, il n'en demeure pas moins que le respect du principe de légalité impose au Gouvernement, lorsqu'il se propose de donner l'autorisation prévue par l'article 5 de la loi du 8 août 1983, de vérifier minutieusement si la connaissance de chacune des informations énumérées à l'article 3 de cette loi est indispensable pour l'accomplissement de sa mission par l'autorité en cause, ainsi que le rappelle l'avis n° 14/92, du 9 octobre 1992, de la Commission de la protection de la vie privée, relatif au projet présentement examiné.

Cette vérification par le Gouvernement est d'autant plus nécessaire que le Conseil d'Etat ne connaît pas les éléments de fait qui lui permettraient d'y procéder lui-même. C'est pourquoi le rapport au Roi précédant l'arrêté devrait justifier, notamment, le choix des informations communicables.

Le préambule pourrait, en outre, être complété par un considérant énumérant les textes qui, sans constituer le fondement légal de l'arrêté, en sont néanmoins une condition de légalité au sens qui vient d'être indiqué.

3. Afin que la Commission de la protection de la vie privée puisse exercer au mieux la compétence d'avis qui lui est reconnue par l'article 92 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une banque-carrefour de la sécurité sociale, il est souhaitable que la liste des agents désignés en exécution de l'arrêté d'autorisation, soit établie au moins annuellement, avec la mention de leur grade et de leur fonction, et qu'une copie de cette liste et de ses mises à jour lui soit adressée (1).

Cette double règle devrait être inscrite dans l'arrêté en projet. En effet, on n'aperçoit pas de raison de l'omettre dans le cas présent, alors qu'elle figure dans de nombreux arrêtés et qu'elle permet à la Commission d'exercer un contrôle efficace du respect de l'arrêté d'autorisation.

Observations particulières

Intitulé

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Préambule

Comme il n'est pas d'usage de viser des dispositions modificatives que des modifications ultérieures ont rendues sans objet, il convient d'amender l'alinéa 1^{er} du préambule en n'y mentionnant plus la loi du 15 janvier 1990 parmi les dispositions modifiant l'article 5 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Dans le texte français de l'alinéa 2 le mot « consultative » devrait être omis.

(1) Avis de la Commission, n° 88/074, du 15 décembre 1988, et avis du Conseil d'Etat du 12 novembre 1990 sur un projet devenu l'arrêté royal du 29 janvier 1991 autorisant certains agents du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à utiliser le numéro d'identification du registre (*Moniteur belge* du 1^{er} mars 1991), dont l'article 4 dispose comme suit : « La liste des membres du personnel du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique délégués conformément aux articles..., avec la mention de leur grade et de leur fonction, est dressée annuellement et transmise suivant la même périodicité à la Commission consultative de la protection de la vie privée ».

bepaalde categorieën personen toegang verleent tot het Rijksregister « voor de informatie die zij krachtens een wet of een decreet bevoegd zijn te kennen ».

Voor het bepalen van de informatiegegevens die deze overheden bevoegd zijn te kennen kan worden beschouwd dat een zodanige machtiging, ofschoon zij niet uitdrukkelijk wordt vastgelegd, kan worden afgeleid uit de taken waarmee die overheden belast worden bij de wet of bij een decreet, ofwel krachtens de wet of een decreet.

Aldus kan worden aangenomen dat door de toewijzing van een taak indirect machtiging wordt verleend om kennis te nemen van de informatie, doch zulks neemt niet weg dat de naleving van het wettigheidsbeginsel de Regering verplicht om, wanneer zij voornemens is, de bij artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983 voorgeschreven machtiging te verlenen, zeer zorgvuldig na te gaan of de kennis van elk van de informatiegegevens opgesomd in artikel 3 van deze wet onontbeerlijk is wil de betrokken overheid haar taak kunnen vervullen, zoals erop gewezen wordt in het advies nr. 14/92 d.d. 9 oktober 1992 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer betreffende het thans onderzochte ontwerp.

Die verificatie door de Regering is des te noodzakelijker daar de Raad van State de feitelijkheden niet kent die hem in staat zouden stellen zulks zelf na te gaan. Daarom ook behoort in het verslag aan de Koning dat aan het besluit voorafgaat inzonderheid de keuze van de voor mededeling vatbare informatiegegevens te worden gerechtvaardigd.

De aanhef zou bovendien aangevuld kunnen worden met een considerans waarin de teksten worden opgesomd die, ofschoon zij niet de rechtsgrond van het besluit vormen, niettemin een voorwaarde van wettigheid ervan zijn in de zin zoals hierboven is bepaald.

3. Wil de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer de adviserende bevoegdheid, haar toegewezen bij artikel 92 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, zo goed mogelijk kunnen uitoefenen, dan is het wenselijk dat de lijst van ambtenaren, aangewezen met toepassing van het machtigingsbesluit, ten minste ieder jaar wordt opgesteld, waarbij hun graad en ambt wordt vermeld, en dat haar een afschrift van die lijst en van de bijwerkingen ervan wordt bezorgd (1).

Dit tweeledige voorschrift behoort in het ontworpen besluit te worden opgenomen. Men ziet immers niet in waarom het in het onderhavige geval zou worden weggelaten, terwijl het in tal van besluiten voorkomt en de Commissie in staat stelt een doeltreffende controle uit te oefenen op de naleving van het machtigingsbesluit.

Bijzondere opmerkingen

Opschrift

Het zou beter zijn het opschrift als volgt te stellen :

« Ontwerp van koninklijk besluit tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens en van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen voor de Administratie Gezondheidszorg van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap... »

Aanhef

Aangezien het niet gebruikelijk is te verwijzen naar wijzigingsbepalingen die als gevolg van latere wijzigingen doelloos zijn geworden, moet het eerste lid van de aanhef worden gewijzigd, waarbij onder de bepalingen die artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen wijzigen de wet van 15 januari 1990 niet meer wordt vermeld.

In het tweede lid behoort in de Franse tekst het woord « consultative » te vervallen.

(1) Advies van de Commissie nr. 88/074 van 15 december 1988, en advies van de Raad van State, d.d. 12 november 1990, over een ontwerp, dat het koninklijk besluit van 29 januari 1991 is geworden waarbij aan bepaalde personeelsleden van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen en machtiging tot het gebruik van het identificatienummer van dat register wordt verleend (*Belgisch Staatsblad* van 1 maart 1991), waarvan artikel 4 bepaalt : « De lijst van de overeenkomstig de artikelen... gedelegeerde personeelsleden van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, met vermelding van hun graad en van hun ambt, wordt jaarlijks opgesteld en volgens dezelfde periodiciteit aan de Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer toegestuurd ».

Dispositif

Article 1er

La division de l'article en paragraphes ne se justifie pas puisque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa; les références aux articles du projet doivent, dès lors, être adaptées.

La même observation vaut pour les articles 3 et 4.

Le texte néerlandais du paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais du paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2

Le texte néerlandais de la phrase liminaire devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais du 2° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3

Le texte néerlandais de l'article 3, § 1^{er}, devenant l'alinéa 1^{er}, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4

Le texte néerlandais du paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

La chambre était composée de :

Messieurs :

J.-J. Stryckmans, président de chambre;

Y. Boucquey; Y. Kreins, conseillers d'Etat;

F. Delpérée; J. van Compernelle, assesseurs de la section de législation;

Mme R. Deroy, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. Ernotte, référendaire adjoint.

Le greffier,

R. Deroy.

Le président,

J.-J. Stryckmans.

29 JUIN 1993. — Arrêté royal autorisant l'administration de l'Hygiène du département de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la Culture du Ministère de la Communauté flamande à accéder aux informations et à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, modifié par la loi du 19 juillet 1991, et l'article 8, modifié par la loi du 15 janvier 1990;

Considérant l'arrêté royal du 17 août 1957 portant création du brevet d'hospitalier et d'hospitalière et fixation des conditions de collation de ce brevet;

Considérant l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière;

Considérant l'arrêté royal du 9 juillet 1960 complétant l'arrêté royal du 17 août 1957 portant création du brevet d'hospitalier et d'hospitalière et fixation des conditions de collation de ce brevet;

Considérant l'arrêté royal du 9 novembre 1964 portant création du diplôme de gradué en logopédie et fixation des conditions de collation de ce diplôme;

Bepalend gedeelte

Artikel 1

Er is geen grond om het artikel in paragrafen te verdelen, daar elk ervan slechts één lid bevat; de verwijzingen naar de artikelen van het ontwerp moeten derhalve aangepast worden.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 3 en 4.

In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, schrijve men « ter uitvoering van » in plaats van « in uitvoering van ».

In paragraaf 3, die het derde lid wordt, schrijve men aan het begin van 1°, 2° en 3°, telkens « aan » in plaats van « voor ». In 3° van hetzelfde lid schrijve men bovendien « bij name » in plaats van « met naam ».

Artikel 2

Aan het begin van de inleidende volzin schrijve men « met toepassing van » in plaats van « bij toepassing van ».

In 2° schrijve men « aangewezen » in plaats van « aangeduid ».

Artikel 3

In artikel 3, § 1, die het eerste lid wordt, schrijve men « in artikel 1, derde lid » in plaats van « onder artikel 1, § 3 ».

Artikel 4

In § 2, die het tweede lid wordt, schrijve men « in de uitoefening van » in plaats van « tot uitoefening van ».

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

J.-J. Stryckmans, kamervoorzitter;

Y. Boucquey; Y. Kreins, staatsraden;

F. Delpérée; J. van Compernelle, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. R. Deroy, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. Stryckmans.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer P. Ernotte, adjunct-referendaris.

De griffier,

R. Deroy.

De voorzitter,

J.-J. Stryckmans.

29 JUNI 1993. — Koninklijk besluit tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens en van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen in hoofde van de administratie Gezondheidszorg van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1991, en op artikel 8, gewijzigd bij de wet van 15 januari 1990;

Gezien het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende instelling van het brevet van verpleegassistent en verpleegassistente en vaststelling van de voorwaarden waaronder het wordt toegekend;

Gezien het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend;

Gezien het koninklijk besluit van 9 juli 1960 tot aanvulling van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende instelling van het brevet van verpleegassistent en verpleegassistente en vaststelling van de voorwaarden waaronder het wordt toegekend;

Gezien het koninklijk besluit van 9 november 1964 tot instelling van het diploma van gegradueerde in de logopedie en vaststelling van de voorwaarden waaronder het wordt toegekend;

Considérant l'arrêté royal du 16 avril 1985 portant création du diplôme de gradué en kinésithérapie et du diplôme de gradué en ergothérapie et fixation des conditions de collation de ces diplômes;

Considérant l'arrêté royal du 24 février 1987 portant réglementation spéciale relative aux études de puériculture;

Considérant l'arrêté de l'Exécutif flamand du 29 avril 1992 portant le règlement général des études dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice;

Vu l'avis n° 14/92 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 9 octobre 1992;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Accès aux informations

Article 1^{er}. L'administration de l'Hygiène du département de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la Culture du Ministère de la Communauté flamande est autorisée à accéder aux informations visées à l'article 3, premier alinéa, 1^o à 7^o, et 9^o, et deuxième alinéa, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

L'accès aux informations est autorisé uniquement pour l'accomplissement des tâches découlant de la tenue d'un fichier relatif au personnel infirmier, soignant et paramédical, en exécution de l'arrêté de l'Exécutif flamand et des arrêtés royaux stipulant que le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions tient un registre nominatif des diplômes, brevets et certificats de qualification délivrés et appose également son visa sur ces documents.

L'accès aux informations est autorisé :

- 1^o au directeur général de l'administration de l'Hygiène;
- 2^o à l'inspecteur général de la direction des Etablissements de Soins;
- 3^o aux fonctionnaires que les personnes visées sous 1^o et 2^o désignent à cet effet au sein de leurs services, par voie nominative et écrite, en raison de leurs fonctions et dans les limites de leurs compétences respectives, à condition qu'ils soient revêtus d'un grade équivalent à celui du niveau 1 des agents de l'Etat.

Art. 2. Les informations obtenues en application de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne peuvent être utilisées qu'aux fins énumérées à l'article 1^{er}, alinéa 2. Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérés comme des tiers pour l'application de l'alinéa 1^{er} :

- 1^o les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations, de même que leurs représentants légaux;
- 2^o les autorités publiques et organismes désignés en vertu de l'article 5 de la loi précitée du 8 août 1983, dans le cadre des relations qu'ils entretiennent avec l'administration de l'Hygiène du département de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la Culture, aux fins énumérées à l'article 1^{er}, alinéa 2.

CHAPITRE II. — Utilisation du numéro d'identification

Art. 3. Les fonctionnaires de l'administration de l'Hygiène du département de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la Culture du Ministère de la Communauté flamande, visés à l'article 1^{er}, alinéa 3, sont autorisés à utiliser le numéro d'identification des personnes inscrites au Registre national des personnes physiques.

L'autorisation d'utilisation du numéro d'identification est limitée à l'accomplissement des tâches visées à l'article 1^{er}, alinéa 2.

Art. 4. Le numéro d'identification ne peut être utilisé à des fins de gestion interne que comme moyen d'identification dans les dossiers, fichiers et répertoires qui sont tenus par l'administration de l'Hygiène dans l'accomplissement des tâches énumérées à l'article 1^{er}, alinéa 2.

En cas d'usage externe, le numéro d'identification ne peut être utilisé que dans les relations nécessaires à l'accomplissement des tâches énumérées à l'article 1^{er}, alinéa 2, avec :

— le titulaire du numéro ou son représentant légal;

— les autorités publiques et organismes qui, en vertu de l'article 8 de la loi du 8 août 1983, ont eux-mêmes obtenu l'autorisation d'utiliser le numéro et qui agissent dans l'exercice de leurs compétences légales et réglementaires.

Gezien het koninklijk besluit van 16 april 1985 houdende instelling van het diploma van gegradueerde in de kinesitherapie en van het diploma van gegradueerde in de arbeidstherapie, en vaststelling van de voorwaarden waaronder deze diploma's worden uitgereikt;

Gezien het koninklijk besluit van 24 februari 1987 houdende bijzondere regeling betreffende de studies van kinderverzorging;

Gezien het besluit van 29 april 1992 van de Vlaamse Executieve houdende het algemeen reglement van de studie in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan;

Gelet op het advies nr. 14/92 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, uitgebracht op 9 oktober 1992;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Toegang tot de informatiegegevens

Artikel 1. Aan de administratie Gezondheidszorg van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap wordt toegang verleend tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1^o tot en met 7^o, en 9^o, en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

De toegang tot de informatiegegevens geldt uitsluitend voor het vervullen van taken in verband met het bijhouden van het bestand van verpleegkundigen, verzorgenden en paramedici ter uitvoering van het besluit van de Vlaamse Executieve en de koninklijke besluiten die bepalen dat de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort een naamregister aanlegt van de uitgereikte diploma's, brevetten of kwalificatiegetuigschriften en deze documenten tevens viseert.

De toegang tot de informatiegegevens is toegestaan :

- 1^o aan de directeur-generaal van de administratie Gezondheidszorg;
- 2^o aan de inspecteur-generaal van het bestuur Verzorgingsinstellingen;
- 3^o aan de ambtenaren die de onder 1^o en 2^o vermelde personen daartoe binnen hun diensten wegens hun functies en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden bij name en schriftelijk aanwijzen, op voorwaarde dat zij een graad bekleden gelijkwaardig aan een graad van niveau 1 van het rijkspersoneel.

Art. 2. De met toepassing van artikel 1, eerste lid, verkregen informatiegegevens mogen slechts worden gebruikt voor de in artikel 1, tweede lid, vermelde doeleinden. Zij mogen niet worden meegedeeld aan derden.

Worden niet als derden beschouwd voor de toepassing van het eerste lid :

- 1^o de natuurlijke personen waarop de informatiegegevens betrekking hebben, alsook hun wettelijke vertegenwoordigers;
- 2^o de openbare overheden en de instellingen aangewezen krachtens artikel 5 van de voormelde wet van 8 augustus 1983, in het kader van de betrekkingen die zij voor de in artikel 1, tweede lid, vermelde doeleinden met de administratie Gezondheidszorg van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur onderhouden.

HOOFDSTUK II. — Gebruik van het identificatienummer

Art. 3. Aan de onder artikel 1, derde lid, vermelde ambtenaren van de administratie Gezondheidszorg van het departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap wordt machtiging verleend om het identificatienummer van de personen die ingeschreven zijn in het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken.

De machtiging tot gebruik van het identificatienummer is beperkt tot het vervullen van de in artikel 1, tweede lid, vermelde taken.

Art. 4. Voor interne doeleinden mag het identificatienummer uitsluitend gebruikt worden als identificatiemiddel in de dossiers, bestanden en repertoria die door de betrokken diensten van de administratie Gezondheidszorg worden bijgehouden, voor het vervullen van de in artikel 1, tweede lid, vermelde taken.

Bij extern gebruik mag het identificatienummer enkel gebruikt worden in de betrekkingen die voor het vervullen van de in artikel 1, tweede lid, vermelde taken noodzakelijk zijn, met :

— de houder van het nummer of zijn wettelijke vertegenwoordigers;

— de openbare overheden en instellingen die ingevolge artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 zelf machtiging hebben verkregen om het nummer te gebruiken en die optreden in uitoefening van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 5. La liste des fonctionnaires désignés conformément aux articles 1^{er}, alinéa 3, et 3, avec la mention de leur grade et de leur fonction, est dressée annuellement et transmise suivant la même périodicité à la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 6. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 juin 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Intérieur,

L. TOBBACK

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 5. De lijst van de overeenkomstig de artikelen 1, derde lid, en 3, aangewezen ambtenaren wordt, met vermelding van hun graad en van hun ambt, jaarlijks opgesteld en volgens dezelfde periodiciteit aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer toegezonden.

Art. 6. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 juni 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBBACK

F. 93 — 2336

[S-C — 384]

Arrêté royal autorisant l'accès aux informations et l'utilisation du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques à l'administration de l'Emploi du Ministère de la Communauté flamande pour accomplir des tâches relatives à l'octroi des permis de travail et des autorisations d'occupation

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à autoriser l'administration de l'Emploi du Ministère de la Communauté flamande à accéder aux informations et à utiliser le numéro d'identification du Registre national.

Le fondement légal de l'arrêté est constitué par les articles 5, alinéa 1^{er}, et 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, telle qu'elle a été modifiée ultérieurement.

L'administration de l'Emploi doit, en application de l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1987 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère et de l'arrêté royal du 6 novembre 1987 relatif aux conditions d'octroi et de retrait des autorisations d'occupation et des permis de travail pour les travailleurs de nationalité étrangère, traiter les demandes d'obtention d'autorisation pour l'occupation de travailleurs étrangers. Cette mission a été confiée aux Régions par l'article 6, § 1^{er}, IX, 3^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980. La demande est introduite au moyen d'un formulaire sur lequel doivent notamment être apposées les mêmes informations que celles énumérées par l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983.

L'accès au Registre national permettra de contrôler les informations indiquées sur le formulaire, surtout en ce qui concerne la résidence principale.

L'usage du numéro d'identification sera utile pour l'échange d'informations avec des services et des organismes qui ont eux-mêmes été autorisés à accéder aux informations du Registre national et à utiliser le numéro d'identification, principalement avec les administrations communales et l'Office des Etrangers.

L'avis de la Commission de la protection de la vie privée, émis le 9 octobre 1992, est favorable au texte proposé.

Le Conseil d'Etat a rendu son avis le 27 janvier 1993. L'arrêté tient compte des observations formulées par ce Collège.

Tant la Commission de la protection de la vie privée que le Conseil d'Etat insistent pour que le Gouvernement vérifie, pour chacune des informations mentionnées à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983, si l'accès est vraiment nécessaire à l'autorité concernée pour qu'elle puisse remplir ses missions légales.

A cet égard, il y a lieu de préciser que les informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o (nom et prénoms), 2^o (lieu et date de naissance), 3^o (sexe), 4^o (nationalité), 5^o (résidence principale) et 6^o (lieu et date du décès), sont les informations minimales nécessaires pour constituer un dossier relatif à une personne physique.

N. 93 — 2336

[S-C — 384]

Koninklijk besluit tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens en van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen in hoofde van de administratie Werkgelegenheid van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap voor het vervullen van taken met betrekking tot de toekenning van arbeidskaarten en arbeidsvergunningen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit, waarvan wij de eer hebben het aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe de administratie Werkgelegenheid van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap toegang tot de informatiegegevens en gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister te verlenen.

De rechtsgrond van het besluit wordt gevormd door de artikelen 5, eerste lid, en 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, zoals later gewijzigd.

De administratie Werkgelegenheid dient in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1987 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit, en van het koninklijk besluit van 6 november 1987 betreffende de voorwaarden van toekenning en intrekking van de arbeidsvergunningen en arbeidskaarten voor werknemers van vreemde nationaliteit, de aanvragen tot het bekomen van toestemming voor de tewerkstelling van vreemde arbeidskrachten af te handelen. Deze taak werd aan de Gewesten opgedragen door artikel 6, § 1, IX, 3^o van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. De aanvraag gebeurt door middel van een formulier waarop ondermeer dezelfde gegevens moeten aangebracht worden als deze opgesomd in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983.

De toegang tot het Rijksregister maakt het mogelijk de op het formulier aangebrachte gegevens te controleren, vooral wat de hoofdverblijfplaats betreft.

Het gebruik van het identificatienummer zal nuttig zijn voor de uitwisseling van gegevens met diensten en instellingen die zelf reeds toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister en gebruik van het identificatienummer bekomen hebben, vooral met de gemeentebesturen en met de dienst Vreemdelingenzaken.

Het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, uitgebracht op 9 oktober 1992, is gunstig voor het onderhavige besluit.

De Raad van State bracht zijn advies uit op 27 januari 1993. Het besluit houdt rekening met de door de Raad geformuleerde opmerkingen.

Zowel de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer als de Raad van State dringen er op aan dat de Regering voor ieder van de in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 vermelde informatiegegevens zou nagaan of de toegang wel degelijk noodzakelijk is opdat de betrokken overheid haar wettelijke taken zou kunnen vervullen.

Hierbij kan gepreciseerd worden dat de gegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1^o (naam), 2^o (geboorteplaats en -datum), 3^o (geslacht), 4^o (nationaliteit), 5^o (hoofdverblijfplaats) en 6^o (plaats en datum van overlijden) de gegevens zijn die minimaal noodzakelijk zijn om een dossier betreffende een natuurlijke persoon samen te stellen.